

ACTION URGENTE

INTERNÉ DANS UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE POUR AVOIR CRITIQUÉ LE PRÉSIDENT

Le militant d'opposition Agil Houmbatov est interné depuis le 2 avril dans un hôpital psychiatrique à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, où des médicaments indéterminés lui ont été administrés par injection sans son consentement après qu'il a critiqué la gestion de la pandémie de COVID-19 par les autorités. Le 2 juin, son hospitalisation forcée a été prolongée d'un mois supplémentaire. Agil Houmbatov est privé de liberté arbitrairement et doit être libéré immédiatement.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Agahasan Rasulov, Head Doctor
Republican Psychiatric Hospital Number 1
Sabunchu District, Mashtaga settlement, Akhund Sheikh Huseyn str. 150
AZ1039, Azerbaïdjan
Fax : (+994 12) 455 05 74
Courriel : info@rpx.az*

Monsieur le Médecin chef,

Je vous écris pour vous faire part de ma préoccupation concernant l'internement en hôpital psychiatrique d'Agil Houmbatov, membre du Parti du front populaire d'Azerbaïdjan (PFPA, opposition). Depuis le 2 avril, il est maintenu de force à l'hôpital psychiatrique n° 1 en repréailles à la suite de ses critiques des autorités. Des médicaments lui ont été administrés par injection sans son consentement libre et éclairé et sans nécessité justifiée. Il doit être libéré immédiatement.

Le 30 mars, la police a arrêté Agil Houmbatov après qu'il a publié sur les réseaux sociaux une vidéo critiquant le fait que le gouvernement n'aidait pas les familles en difficulté pendant la pandémie de COVID-19. Le lendemain, des policiers l'ont emmené à l'hôpital psychiatrique n° 1, où il a été admis en tant que patient soi-disant atteint de paranoïa. Le 1^{er} avril, le tribunal du district de Sabunçu a rejeté la demande d'internement forcé soumise par l'hôpital et a ordonné sa libération. Le 2 avril, la police a de nouveau arrêté Agil Houmbatov et l'a ramené à l'hôpital après qu'il a diffusé une autre vidéo sur les réseaux sociaux, dans laquelle il déclarait avoir été hospitalisé de force dans des conditions déplorable en raison de ses opinions politiques. Le 3 avril, la Cour d'appel de Bakou a annulé la précédente décision du tribunal et approuvé son hospitalisation d'office sans élément concret justifiant de l'interner en psychiatrie. Elle a estimé qu'Agil Houmbatov présentait un danger pour la population, sur la base des mêmes éléments que le tribunal du district de Sabunçu avait jugés insuffisants.

La direction de l'hôpital a depuis refusé d'autoriser la famille d'Agil Houmbatov à lui rendre visite. Le 12 mai, il s'est plaint auprès de sa femme au téléphone que des médecins lui avaient administré des médicaments indéterminés par injection contre son gré et que son état de santé s'était dégradé par la suite.

D'après ce que j'ai compris, la direction de l'hôpital a décidé le 2 juin de prolonger l'internement d'Agil Houmbatov d'un mois supplémentaire. Son hospitalisation forcée est injustifiée et semble viser à le punir pour avoir simplement exprimé ses opinions critiques à l'égard du gouvernement. Elle constitue une atteinte flagrante à sa dignité humaine ainsi qu'à ses droits à la santé, à la liberté d'expression et à la liberté individuelle, et pourrait s'apparenter à de la torture et d'autres mauvais traitements.

En conséquence, je vous appelle à faire cesser immédiatement les traitements administrés à Agil Houmbatov contre son gré et à le laisser sortir sans délai de l'hôpital psychiatrique.

Je vous prie d'agréer, Docteur, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

La détention arbitraire de détracteurs du gouvernement est une pratique courante en Azerbaïdjan. De nombreux militants, membres de l'opposition, journalistes et défenseurs des droits humains ont déjà été poursuivis pour avoir simplement exercé leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, voire arrêtés et emprisonnés pour des raisons politiques.

Récemment, les autorités azerbaïdjanaises se sont servies de la pandémie de COVID-19 comme prétexte pour enfermer encore plus de personnes qui les critiquent. Le 19 mars, le président Ilham Aliev a annoncé de « nouvelles règles » pendant la pandémie de COVID-19 et promis de « débarrasser » l'Azerbaïdjan de l'opposition politique, dont il a qualifié les représentants de « traîtres » et de « cinquième colonne » (<https://en.president.az/articles/36212>). À la suite de ce discours, plusieurs militants politiques et défenseurs des droits humains ont été arrêtés pour des motifs fallacieux, notamment le militant d'opposition Tofiq Yagoublou, qui a été accusé de hooliganisme (<https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR55/2029/2020/fr/>), et le défenseur des droits humains Elchine Mammad, poursuivi pour « vol » (<https://www.amnesty.org/fr/documents/eur55/2069/2020/fr/>).

Plus d'une douzaine de militants politiques, de journalistes, de défenseurs des droits humains et d'autres personnes ayant osé critiquer la gestion de la pandémie par les autorités ont été arrêtés et placés en détention administrative pendant des périodes allant de 10 à 30 jours sur la base de fausses accusations, notamment pour avoir refusé d'obtempérer à des ordres de policiers ou enfreint les règles du confinement (<https://www.amnesty.org/en/documents/eur55/2412/2020/en/>).

Alors que les détracteurs des autorités continuent de subir arrestations et poursuites motivées par des considérations politiques, l'Azerbaïdjan se soustrait toujours à la surveillance des observateurs indépendants de la situation des droits humains, dont Amnesty International, qui ne sont pas autorisés à se rendre dans le pays depuis plusieurs années.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, russe, azéri

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 juillet 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Agil Houmbatov (il)